

AZAZGA (TIZI-OUZOU)

Des citoyens manifestent leur colère suite à l’usage de la force publique pour la réouverture de l’APC

**Fermé depuis septembre 2014 par des citoyens issus des villages de Fliki, Cheurfa, Aït Bouada hostiles au maire et à son exécutif, et exigeant la dissolution de l’assemblée et le renvoi de l’ensemble des élus, le siège de l’APC d’Azazga a été rouvert, dans la matinée d’hier, suite à l’intervention de la force publique requise par les autorités qui ont dépêché de Tizi-Ouzou un détachement de CNS.**

Aucun heurt n’a été enregistré lors de l’intervention de ces derniers qui ont procédé à l’évacuation des locaux de la mairie occupés depuis plus de six mois, empêchant le maire et les membres de l’exécutif de rejoindre leurs bureaux. C’est désormais chose faite puisque le maire, escorté par la police, a pu rejoindre le sien, en milieu d’après-midi. Toutefois, la tension reste vive dans la rue.

Des centaines de citoyens, avons-nous appris de témoins oculaires, se sont rassemblés devant le siège de l’APC, manifestant leur hostilité au retour du maire et dénonçant l’usage de la force publique pour la réouverture de l’APC.

Aux environs de 15 h, les grands axes routiers qui desservent la ville ont été fermés à la circulation, notamment au lieudit Tirsatine, à sa périphérie ouest où

des barricades ont été installées et des pneus brûlés.

Les protestataires reprochent au P/APC et à son exécutif constitué d’une alliance entre la liste du maire parrainée par le FAN, d’une part, et les élus du RCD et du FLN, d’autre part, une «gestion catastrophique» de l’APC, notamment son volet foncier. La situa-

tion de blocage n’a pas été du goût d’une autre partie de la population. Mardi dernier, plusieurs centaines de citoyens issus de plusieurs villages de la même commune, ont marché à travers les rues de la ville en direction du siège de la daïra qu’ils envisageaient de fermer pour protester contre ce qu’ils qualifient de lais-

ser-faire et de parti-pris de l’administration dont ils exigent de mettre fin au blocage de l’assemblée et de permettre aux élus de reprendre leurs activités. Des heurts ont été même enregistrés entre les policiers et les manifestants dont deux ont été légèrement blessés. Affaire à suivre.

S. A. M.

L’hôtel des finances de Ouaguenoun incendié

Un incendie, d’origine criminelle a, vers 3h, dans la nuit de samedi à dimanche, ravagé la quasi-totalité des documents du siège de la Recette et inspections diverses de Ouaguenoun, au nord de Tizi-Ouzou.

Selon les témoignages de quelques citoyens de Tikobaïn, chef-lieu de la daïra de Ouaguenoun, les habitants immédiats n’ont constaté le désastre, qu’une fois l’incendie déclaré. Personne donc n’a pu avancer le nombre des criminels.

Une chose est sûre et selon nos investigations, le ou les malfaiteurs sont entrés à l’intérieur dudit établissement public par effraction. Après avoir tenté de forcer le coffre-fort qu’ils n’ont pu ouvrir, ils s’en sont pris aux documents et au matériel informatique en les incendiant.

Une chose est sûre, l’objet du crime ne pourrait être autre que le vol. Une enquête a été vite ouverte par la Sûreté de daïra de Ouaguenoun, pour arrêter et faire payer le ou les auteurs de ce crime.

K. B.

BOUIRA : SUITE AUX MENACES D’EFFONDREMENT DE LEURS MAISONS À TOUT MOMENT

Les villageois d’Ialouachene interpellent les autorités

**«Nous avons vu le wali, il était là sur les lieux et a constaté de visu cette situation alarmante, mais il n’a rien fait». Ce cri d’alarme est celui d’un des habitants du village Ialouachene, dans la commune d’Ath Laâziz, à 10 kilomètres au nord de Bouira, où les éboulements ont créé dès le printemps 2012 une véritable psychose au sein des habitants. Malheureusement pour ces pauvres citoyens, aucune solution ne leur est trouvée jusqu’à présent.**

Ce dimanche, lors de notre déplacement sur les lieux, nous avons été frappés par l’ampleur des dégâts : un éboulement, sur plusieurs centaines de mètres a entraîné avec lui tout un verger oléicole, et, récemment, une maison entière ; et avec tout ça, les responsables de la wilaya – les autorités locales ne pouvant rien faire si ce n’est se solidariser avec les victimes et être à leurs côtés et les soutenir moralement – n’ont rien trouvé de mieux pour les réconforter que de leur dire d’attendre l’achèvement des

logements sociaux de la commune pour prétendre à un logement.

La maison de Alouache Kamel, qui vit là avec sa femme et ses six enfants, a déjà perdu une partie de la dalle. Lorsque les services techniques s’étaient déplacés sur les lieux en compagnie d’un élu, ceux-ci ont recommandé au père de scier une partie de la dalle, dont le sous-sol est déjà emporté par le glissement, afin de maintenir l’autre partie. C’est à croire que nos responsables ne se rendent pas compte qu’ils ont

affaire à des êtres humains et qu’il y va de leur vie.

Des choses inimaginables se passent dans notre pays : une partie d’une maison s’effondre et le wali se montre incapable de loger la famille. Ne serait-ce que cette famille, celle de Alouache Kamel. Car pour le cas des éboulements et des glissements de terrains dans cette commune, outre les tronçons de routes qui sont concernés et qui nécessitent des gabions et des murs de soutènement, elles sont 22 maisons à être déclarées sinistrées par les services techniques et près de 90 maisons à se retrouver dans la zone menacée de glissement et d’éboulement, présentant déjà des fissures aux murs et dans les toitures.

Ce constat a été fait par l’APC d’Ath Laâziz et remis aux responsables de la wilaya mais, là aussi et pour le moment, la seule réponse

que toutes ces familles ont reçue, est celle de leur envoyer dorénavant des équipes techniques pour les accompagner dans les constructions futures. Et le cas échéant, la wilaya a invité ces familles à se procurer du terrain pour leur dégager des aides à l’habitat rural et bâtir sur des sols solides. Quid des familles qui ont déjà bâti des villas et qui se voient menacées par ces éboulements. La même réponse leur est donnée, à savoir une éventuelle aide à l’habitat rural (!?).

Et pour ces habitations menacées, vraiment menacées, aucune solution n’est trouvée. Les familles qui débarquent à chaque averse, à chaque mauvais temps, chez les voisins de peur de voir les éboulements emporter leurs maisons, n’ont que Dieu pour prier à ce qu’il les épargne.

Aussi, convaincus que la solution ne leur viendrait jamais de la wilaya,

ces habitants du village Ialouachene de la commune d’Ath Laâziz, lancent un appel pressant aux hautes autorités du pays pour leur venir en aide en leur envoyant auparavant une équipe d’experts pour constater de visu l’ampleur des dégâts occasionnés par ces éboulements. Ces familles, et tous les villageois le confirment et les soutiennent, ont besoin d’être recasées en urgence et ce n’est pas les logements qui manquent au niveau du chef-lieu de la wilaya.

Y. Y.

BOUKHELIFA (BÉJAÏA)

Rassemblement de villageois devant le siège de l’APC

Les habitants des villages de Biou, Takhamt Nour, Zoubai dans la municipalité de Boukhelifa ont observé, hier dimanche, un rassemblement de protestation devant le siège de leur mairie pour éructer leur colère devant la dégradation des conditions de vie dans leurs cités.

«La situation ne cesse de se dégrader dans nos villages malgré nos différentes démarches engagées depuis plus de 20 ans auprès de la mairie de Boukhelifa», tel est le cri de détresse lancé en substance par les villageois protestataires dans leur déclaration d’appel à la manifestation devant la mairie.

Entre autres revendications mises en avant par le collectif des villageois protestataires, «l’achèvement du projet El Aïnser Oufni vers Zoubai, Boukhelifa, Takhamt Nour et Biou engagé depuis 25 ans, la mise en service de l’unité de soins achevée depuis 20 ans et à ce jour non-opérationnelle, l’électrification de certaines structures et l’ouverture d’une route de Boukhelifa vers le village Aït Guendouz et son classement en chemin de wilaya».

Le collectif des associations de la commune de Boukhelifa s’insurge également contre «l’absence totale» d’infrastructures culturelles, sportives et de loisirs dans leurs cités.

A. Kersani

TIPASA

Il émettait des chèques sans provision dans les grandes villes

**La cellule de communication de la police de Tipasa vient de révéler, dans un communiqué rendu public récemment, qu’il a été procédé à la mise hors d’état de nuire d’un dangereux escroc spécialisé dans l’émission de chèques sans provision.**

Le malfaiteur, âgé de 57 ans, résidant dans la ville de Médéa et répondant aux initiales de F. M., agissait en solitaire, ni complice, ni associé, ni témoin. Selon nos sources, les recherches minutieuses lancées par la police de Tipasa ont donc

abouti à l’arrestation de ce dangereux malfaiteur, un véritable forcené du faux, de menaces et de l’émission de chèques sans provision. Cet individu serait même allé jusqu’à menacer de mort un citoyen après insulte et chantage. Comment ce

criminel opérait ? Selon le rapport de la police, il agirait avec sang-froid et une inconscience débile. Il remplissait son chèque en toute quiétude au montant qui lui convenait pour payer ses fournisseurs ou ses achats à l’aide de chèques sans provision. Ses victimes se comptaient par dizaines et se trouvaient à Oran, à Alger, Bab El Oued et Chéraga, à Koléa, à Tipasa et dans plusieurs autres villes d’Algérie. Il fut donc l’objet de recherches

par plusieurs tribunaux. A l’issue d’une surveillance soutenue, la police a tendu une souricière à cet insaisissable génie du chèque sans provision, qui fut arrêté puis présenté au juge d’instruction et au procureur de la République de Tipasa, où l’escroc fut placé sous mandat de dépôt à la prison de Sidi Ghilès, avant qu’il ne fasse d’autres dégâts et d’autres victimes.

Houari Larbi

OUM-EL-BOUAGHI

Les gendarmes mettent en échec une tentative de fraude de plus de 18 tonnes de cuivre

**Selon des sources en notre possession, nous avons appris que les éléments de la brigade de la gendarmerie de Souk-Naâmane, une localité de l’ouest du chef-lieu de wilaya, ont réussi à intercepter un camion de gros tonnage (un semi-remorque) transportant une grande quantité de câbles en cuivre destinée à être transférée au-delà de la frontière algéro-tunisienne.**

Selon les mêmes informations qui nous sont parvenues, les gendarmes ont intercepté le camion immatriculé dans la wilaya d’Alger dans le centre du pays et appartenant au nommé M.

A. exerçant dans les transports publics au niveau de l’intersection de la RN 48 reliant la commune de Souk Naâmane à la wilaya de Mila.

La fouille systématique du camion s’est sol-

dée par la découverte d’une quantité estimée à 182 quintaux de câbles en cuivre destinée à être écoulée en territoire tunisien ; une fois le dossier judiciaire ficelé, la marchandise a fait l’objet d’une saisie et le conducteur qui n’a pu justifier l’origine de la marchandise a été présenté devant le procureur de la République qui a ordonné sa mise en détention provisoire.

Moussa C.